

Remplacer les produits chimiques par la biologie : Éliminer les Pesticides Extrêmement Dangereux avec l'agro- écologie

Résumé Exécutif

Par Meriel Watts
et Stephanie Williamson

« Si nous persistons dans les affaires comme d'habitude, la population mondiale ne pourrait plus se nourrir au cours du demi-siècle à venir. Cela voudra dire plus de dégradation de l'environnement, et le fossé entre les nantis et les démunis s'élargira. Nous avons maintenant l'opportunité de mobiliser nos ressources intellectuelles pour éviter ce type de futur. Sinon, nous aurons un monde où personne ne voudra y vivre ».

Professeur Robert T. Watson, directeur de l'IAASTD

« L'intensification des pratiques agro-écologiques peut à la fois augmenter la productivité agricole et la sécurité alimentaire, améliorer les revenus et les conditions de vie en milieu rural, ainsi qu'inverser la tendance à la disparition des espèces et l'érosion génétique. »

Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation 2011.

Les pesticides, fabriqués pour tuer les organismes vivants et délibérément répandus dans l'environnement, contaminent aujourd'hui toutes les parties du globe - le sol, l'eau, l'air, le brouillard, la neige, la glace, l'écorce des arbres, l'Arctique, les hautes herbes dans l'Himalaya et la faune sauvage partout. Ils contaminent aussi la population à travers le globe, et l'exposition quotidienne par le biais de leur utilisation, leur présence dans l'atmosphère et leurs résidus dans les aliments et l'eau ont occasionné un grand nombre de victimes des effets aigus, chroniques et la mort.

Des études récentes ont montré qu'un grand nombre de fermiers, de travailleurs agricoles ayant été exposés aux pesticides sur leur lieu de travail, souffrent des effets aigus de santé : au Pakistan 100 % des femmes qui ont récolté du coton après l'épandage de pesticides, au Bangladesh 85 % des applicateurs, au Burkina Faso 82 % des fermiers et au Brésil 45 % des travailleurs agricoles étudiés. La production agricole souffre aussi de la perte des pollinisateurs et des insectes bénéfiques qui fournissent un contrôle naturels des ravageurs.

En plus de la magnitude de la souffrance humaine, il y a un coût phénoménal pour la société. Le rapport du PNUÉ 2013 intitulé « coût de l'inaction » a estimé que les coûts cumulés des effets aigus des accidents avec les pesticides sur la seule santé des petits producteurs utilisateurs de pesticides en Afrique sub-saharienne sera d'environ 97 milliards \$ en 2020. Ce problème ne se limite pas qu'aux pays à revenu faible: le coût externe (sur les humains et l'environnement) de l'utilisation des pesticides aux États-Unis a été estimé annuellement à 9,6 milliards \$.

Après des décennies de préoccupations basées sur les expériences des communautés et l'assemblage de preuves scientifiques sur les impacts des pesticides sur la santé humaine et l'environnement, la communauté internationale est désormais prête à prendre des mesures pour l'élimination des pesticides extrêmement dangereux. En 2006, le texte de l'Approche Stratégique de la Gestion

Internationale des Produits Chimiques (SAICM) a reconnu la nécessité d'agir pour réduire la dépendance aux pesticides dans le monde entier, y compris l'élimination des pesticides extrêmement toxiques et promouvoir des alternatives plus sûres. En réponse à cela, le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a recommandé l'élimination globale des pesticides extrêmement dangereux (HHPs).

Nous avons atteint un tournant dans l'agriculture : c'est le moment où d'importants changements peuvent être faits afin de lutter contre non seulement les dommages occasionnés par les Pesticides Extrêmement Dangereux (HHPs) mais aussi le changement climatique, la perte de biodiversité, le manque de sécurité et de souveraineté alimentaire qui sont inextricablement liés. Comme le disait le Directeur Général de la FAO, José Graziano Da Silva à Paris en Février 2015,

« Le modèle de production agricole qui prédomine aujourd'hui, n'est pas en adéquation avec les nouveaux défis de sécurité alimentaire du 21^{ème} siècle... car la production alimentaire n'est pas une condition suffisante de sécurité alimentaire, cela veut dire que la manière dont nous produisons n'est plus acceptable. »

Il est contre-productif d'essayer de soutenir ce courant, en remplaçant les HHPs par d'autres pesticides toxiques qui occasionnent également des dommages sur les hommes et l'environnement. Il y a beaucoup de plus sûrs, de plus bénéfiques et durables approches basées sur l'écosystème en matière de gestion des ravageurs. L'agro-écologie, longtemps considérée comme le fondement de l'agriculture durable, est la science et la pratique d'application des concepts, principes et connaissances écologiques dans l'étude, l'élaboration et la gestion des agroécosystèmes durable. Elle remplace les produits chimiques par la biologie en agriculture.

L'Agro-écologie a un sens

Il existe un soutien très répandu de haut niveau en vue de remplacer l'actuelle approche d'intrants chimiques dans l'agriculture, apparue dans les années 1960 par l'approche biologique. Depuis 2009, plusieurs agences et rapports des Nations Unies ont émis des avis en faveur d'aller de l'agro-écologie. Parmi ceux-ci, l'IAASTD (Évaluation internationale des connaissances, des sciences et de la technologie pour le développement), l'actuel et le précédent Rapporteur Spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, et les symposiums internationaux et régionaux de la FAO sur l'agro-écologie. Plus de 70 scientifiques et chercheurs internationaux travaillant sur l'agriculture durable et les systèmes alimentaires, ont appelé à une large initiative des Nations Unies sur l'agro-écologie comme stratégie centrale pour lutter contre le changement climatique et bâtir la résilience face à la crise de l'eau à travers le globe.

"Remplacer les produits chimiques par la biologie: Eliminer les Pesticides Extrêmement Dangereux avec l'agro-écologie " fournit des preuves irréfutables provenant de toutes les régions du monde, d'amélioration des rendements, d'un plus grand profit pour les agriculteurs, d'amélioration de la santé, d'amélioration de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, une plus grande résilience aux phénomènes climatiques, de meilleures opportunités pour les femmes agricultrices, d'amélioration de la biodiversité et des bénéfices sociaux tels qu'une meilleure collaboration entre les agriculteurs et au sein des communautés. Par exemple, des fermiers pratiquent une Gestion Communautaire en Agriculture Durable en Inde ont constaté que leurs coûts ont été réduits d'un tiers et en même temps leurs rendements ont été maintenus.

Il y a sept principes fondamentaux en agro-écologie visant à développer et à maintenir un agroécosystème fonctionnant avec la nature et non contre elle - créant un équilibre qui tient les ravageurs sous contrôle. Ces principes incluent :

- l'adaptation aux environnements locaux ;
- l'offre de conditions de sol les plus favorables pour la croissance des plantes ;
- promotion de la biodiversité ;
- amélioration des interactions biologiques bénéfiques ;
- minimisation des pertes d'énergie et d'eau ;
- minimisation de l'utilisation des ressources externes non renouvelables ;
- optimisation de l'utilisation des connaissances et des compétences des agriculteurs.

Les principes de base sont reflétés dans un certain nombre de pratiques agro-écologiques, telles que l'intégration de l'élevage dans les champs de culture, l'agroforesterie, l'utilisation de légumineuses comme plantes de couverture pour protéger et approvisionner le sol en azote, l'utilisation du compost et de la paille, cultures associées, et optimisation des périodes de semis et de désherbage. Les agriculteurs agro-écologiques utilisent quelquefois le contrôle biologique et des pièges attractifs pour réduire la pression des ravageurs et, collaborent avec d'autres agriculteurs. Les pesticides, biologiques ou chimiques, ne sont utilisés qu'en dernier recours. Les pratiques exactes utilisées par les agriculteurs dépendent beaucoup des réalités de leur champ et de leurs conditions sociales: il n'y a pas de «recette» prescrite, prête à l'emploi comme avec les produits chimiques.

Des études de cas venant d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de pays industrialisés – sur le café, le coton, les céréales, de légumes et de produits horticoles - montrent l'efficacité du transfert des connaissances et des compétences d'agriculteur à agriculteur. Les Champs-Ecoles des Paysans, un système d'apprentissage mis au point par la FAO, qui est basée sur l'expérimentation agricole et l'apprentissage dans le propre champ des agriculteurs, ont émergé comme un puissant mécanisme d'apprentissage de l'agro-écologie par les agriculteurs.

Changements de politiques nationales

Il y a beaucoup de choses que peuvent et doivent faire les gouvernements nationaux pour aider à l'adoption de l'agro-écologie par les agriculteurs. La première étape majeure consiste à refuser les assertions selon lesquelles les niveaux actuels de dépendance vis-à-vis des pesticides chimiques de synthèse sont nécessaires, et qu'à grande échelle, les exploitations agricoles spécialisées fortement dépendantes produits agrochimiques, des combustibles fossiles sont la meilleure voie pour donner de la nourriture à tous. Au contraire, il est évident que les petites fermes agro-écologiques, diversifiées peuvent être tout aussi productives globalement - ou plus - que les systèmes à intrants intensifs et de monoculture. Les pays doivent changer leurs politiques pour mettre l'agro-écologie au centre de leur approche agricole. Plusieurs pays ont déjà pris les premières mesures, dont le Brésil, l'Equateur et la France.

Les politiques nationales doivent protéger les petits agriculteurs, leurs droits de propriété sur la terre, l'accès à l'eau et aux semences. Ils doivent veiller à l'égalité des droits des femmes à tous les niveaux. Un rapport de la FAO a trouvé que le fait d'assurer que les femmes agricultrices disposent de ressources adéquates pourrait augmenter la production agricole dans les pays à faible revenu entre 2,5 et 4 %, et réduire le nombre de personnes sous-alimentées de 100 à 150 millions d'individus. Les gouvernements doivent investir dans les connaissances en agriculture en soutenant la recherche basée sur les besoins et les expériences des agriculteurs, y compris la recherche participative des agriculteurs, ainsi que les services de vulgarisation et les réseaux des agriculteurs.

Les politiques économiques nationales doivent renforcer les systèmes alimentaires locaux, réorienter les marchés afin de réduire le gaspillage pendant le transport et le stockage, améliorer la capacité des agriculteurs à vendre ainsi que leur accès au crédit. Des politiques sont nécessaires pour

empêcher la domination globale de la chaîne de distribution alimentaire des marchés intérieurs. Cette domination permet à ces chaînes de déterminer les prix qui se traduisent par le fait que les agriculteurs sont sous-payés et doivent lutter pour survivre. Le coût global pour l'agriculture permettrait d'assurer que les coûts externes de la production basée sur les produits chimiques sont pris en compte. Le remplacement des subventions sur les produits agrochimiques par des crédits financiers pour l'agro-écologie (comme la séquestration du carbone dans le sol) uniformiserait les règles du jeu.

Des modifications apportées aux systèmes de réglementation des pesticides sont également nécessaires. La présomption selon laquelle un pesticide doit être homologué si elle répond à certains critères de dangers ou de risques, indépendamment du fait qu'il soit nécessaire, devrait être remplacée par la présomption que les ravageurs, les mauvaises herbes et les maladies doivent être gérées par des méthodes les moins dangereuses - et les produits chimiques sont enregistrés si seulement leur nécessité peut être démontrée. Les homologations existantes devraient cesser dès lors que des méthodes non chimiques ou des pesticides moins dangereux peuvent les remplacer.

Actions internationales

Les actions politiques internationales sont également nécessaires. Des mesures doivent être adoptées pour contrecarrer les effets nocifs du commerce non réglementé, réorienter les politiques internationales de développement mal conçues de même que les initiatives qui entravent la conversion locale, nationale et régionale des systèmes agricoles et alimentaires vers l'agro-écologie. Il y a un besoin de réformer, et dans certains cas démanteler des institutions telles que les accords commerciaux régionaux et mondiaux et les lois de propriété qui font obstacles à la mise à niveau et à l'intensification de l'agro-écologie. La restructuration et le ré-alignement de ces institutions est nécessaire pour soutenir les acteurs étatiques et non étatiques à respecter, protéger et réaliser les droits universels à l'alimentation, à la santé et à un environnement de travail sain de même que l'atteinte des objectifs de développement équitable et durable. Les régimes de propriété intellectuelle qui ont privatisé les ressources de semences - le transfert de propriété à des intérêts commerciaux et l'incrimination des agriculteurs pour avoir conservé leurs semences - doivent être réorientées pour protéger les agriculteurs. L'influence des entreprises sur les systèmes agroalimentaires et les politiques publiques devrait être stoppée.

Les organismes des Nations Unies, les institutions de développement bilatérales et multilatérales, les instituts internationaux de recherche, les donateurs privés et publics doivent donner la priorité à la participation communautaire, à la recherche, la vulgarisation et la formation dirigées par des agriculteurs agro-écologiques. Il y a un besoin d'une large reconnaissance de l'agro-écologie par la FAO et les Nations Unies comme la direction que doit prendre l'agriculture. Les agences de l'ONU doivent contribuer de manière significative à aider les gouvernements à apporter plus d'attention à l'agro-écologie. La Banque mondiale et les institutions financières internationales devraient réorienter leurs programmes agricoles et de réduction de la pauvreté pour aider les pays à faire la transition vers des systèmes agro-écologiques équitables et durables. Les instituts internationaux et régionaux doivent donner la priorité à la recherche, la vulgarisation et la formation en agro-écologie. Les organismes de financement multilatéraux et bilatéraux ainsi que les fondations privées ont un rôle essentiel à jouer pour soutenir l'intensification et la large adoption de l'agro-écologie.

Les acteurs internationaux doivent s'engager fermement à surmonter les contraintes politiques, institutionnelles et commerciales qui se dressent sur la voie de l'adoption à grande échelle de l'agro-écologie. Il est temps de limiter le pouvoir des entreprises et leur influence sur les organismes publics

et démocratiser les systèmes agro-alimentaires à tous les niveaux et dans toutes les institutions concernées.

Traduction en français réalisée par Pesticide Action Network (PAN) Africa, B.P. : 15938 Dakar-Fann, Sénégal